

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 95.536 du 17 mai 2001

A. 80.934/VI-14.815

En cause : **Jean-Paul LEPINE**,
ayant élu domicile chez
Me O. LOUIS, avocat,
rue de la Grasse Pomme, 12
7000 Mons,

contre :

la Ville de Braine-le-Comte,
ayant élu domicile chez
Me P. GREGOIRE, avocat,
rue Camille Lemonnier, 68
1050 Bruxelles.

LE CONSEIL D'ETAT, VI^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 30 octobre 1998 par Jean-Paul LEPINE qui demande l'annulation de la décision du 4 juin 1998 par laquelle la partie adverse a désigné en qualité de professeur de percussion Thierry LAPIERRE à l'Académie de musique, d'art parlé et chorégraphique de Braine-le-Comte;

Vu les mémoires en réponse et en réplique;

Vu le rapport de M. Chr. AMELYNCK, auditeur au Conseil d'Etat, concluant au rejet du recours;

Vu l'ordonnance du 10 novembre 2000 ordonnant le dépôt au greffe du dossier et du rapport;

Vu la notification du rapport aux parties;

Vu la note de M. C. AMELYNCK, Auditeur, par laquelle il est demandé que soit mise en oeuvre la procédure organisée par l'article 14quater, § 1^{er}, de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat;

Vu le courrier adressé le 26 février 2001 par le greffe du Conseil d'Etat à la partie requérante l'informant qu'il lui est loisible de demander à être entendue dans les quinze jours;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la partie requérante n'a pas introduit de demande de poursuite de la procédure dans le délai imparti; qu'elle n'a pas non plus demandé à être entendue; que conformément à l'article 21, alinéa 6, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il y a lieu de constater la présomption de désistement,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Le désistement d'instance est décrété.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 7.000 francs, sont mis à charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique
de la VI^e chambre du Conseil d'Etat, le dix-sept mai deux
mille un par :

MM.	Ph. HANSE,	Conseiller d'Etat,
		Président de chambre f.f.,
	P. VANDERNOOT,	Conseiller d'Etat,
	F. DAOUT,	Conseiller d'Etat,
Mme	Chr. NOTEBAERT,	Greffier.

Le Greffier,

Le Président f.f.,

Chr. NOTEBAERT.

Ph. HANSE.